

Art. 3. Les prisonniers de guerre qui ont subi en territoire ennemi ou neutre, ainsi qu'en France, aux Pays-Bas ou en Norvège, durant l'occupation de ces pays, soit la captivité à plusieurs reprises, soit la captivité et l'internement, soit plusieurs internements, cumulent ces diverses périodes, à condition que leur conduite ait été irréprochable.

Pour le calcul de la dotation, l'internement est considéré comme prenant cours le jour de celui-ci, mais au plus tôt le 1^{er} juin 1940, et comme prenant fin le jour à partir duquel le prisonnier de guerre bénéficie du statut du prisonnier politique, ou s'il ne bénéficie pas de ce statut, le jour où son internement a cessé.

Art. 4. Pour l'application du présent arrêté :

Doit être considéré comme territoire ennemi, le territoire des pays qui, entre le 1^{er} septembre 1939 et le 9 mai 1945, étaient en guerre avec la Belgique ou ses alliés et ce, à partir du moment de l'entrée en guerre de ces pays;

Doit également être considéré comme territoire ennemi, tout ou partie de pays qui aurait été annexé ou rattaché administrativement par l'ennemi et ce, à partir de la date d'annexion ou de rattachement;

Doit être considéré comme allié de la Belgique tout Etat qui, même indépendamment d'un traité d'alliance, a poursuivi la guerre contre un Etat avec lequel la Belgique elle-même était en guerre.

Art. 5. Le Ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 mai 1949.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre de la Défense Nationale,
DE FRAITEUR.

Art. 3. De krijgsgevangenen die op vijandelijk of neutraal grondgebied, evenals in Frankrijk, Nederland of Noorwegen tijdens de bezetting van deze landen, hetzij bij herhaling gevangengehouden, hetzij gevangengehouden en geïnterneerd, hetzij bij herhaling geïnterneerd werden, cumuleren deze verschillende periodes, mits hun gedrag onberispelijk is geweest.

Voor de berekening van de dotatie wordt de internering beschouwd als ingaande op de dag waarop zij plaats greep, doch ten vroegste op 1 Juni 1940, en als eindigend op de dag waarop de krijgsgevangene de voordelen van het statuut van de politieke gevangene begint te genieten of, zo hij die voordelen niet geniet, op de dag waarop zijn internering geëindigd is.

Art. 4. Voor de uitvoering van dit besluit :

Moet als vijandelijk grondgebied worden beschouwd, het grondgebied van de landen die tussen 1 September 1939 en 9 Mei 1945 in oorlog waren met België of zijn verbondenen, en dit vanaf het ogenblik dat deze landen in oorlog zijn getreden.

Moet eveneens als vijandelijk grondgebied worden beschouwd, elk land of gedeelte ervan dat door de vijand geannexeerd of bestuurlijk aangehecht werd, en dit vanaf de datum van annexatie of aanhechting.

Moet als verbondene van België worden beschouwd, elke Staat die, zelfs onafhankelijk van een verdrag van bondgenootschap, de oorlog voortgezet heeft tegen een Staat waarmee België in oorlog was.

Art. 5. De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 27 Mei 1949.

Vanwege de Regent :
De Minister van Landsverdediging,

PROVINCE DE LIÈGE. — VILLE DE VISÉ.

ZONE DES SERVITUDES MILITAIRES. — DÉGRÈVEMENT PARTIEL.

L'arrêté du Régent n° 6055 du 28 mai 1949, décrète le dégrèvement partiel de la zone des servitudes militaires du centre de Visé (province de Liège).

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

CONSEIL D'ÉTAT.

15 AVRIL 1949.

Arrêté du Régent portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Etat.

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 40 de la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur, arrêté par l'assemblée générale du Conseil d'Etat, est approuvé.

Art. 2. Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 avril 1949.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre de l'Intérieur,
P. VERMEYLEN.

Règlement d'ordre intérieur du Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat,

Vu l'article 40 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat;

PROVINCE LUKK. — STAD VISÉ.

GEBIED DER MILITAIRE ERFDIENSTBAARHEDEN.
GEDEELTELIJKE ONTLASTING.

Bij het besluit van de Regent n° 6055 van 28 Mei 1949 wordt de gedeeltelijke ontlasting van het gebied der militaire erfdienstbaarheden van het centrum van Visé (provincie Luik) bevolen.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN.

RAAD VAN STATE.

15 APRIL 1949. — Besluit van de Regent houdende goedkeuring van het reglement van orde van de Raad van State.

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.
Gelet op artikel 40 van de wet van 23 December 1946, houdende instelling van een Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Het reglement van orde, door de algemene vergadering van de Raad van State vastgesteld, wordt goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 15 April 1949.

Vanwege de Regent :
De Minister van Binnenlandse Zaken,

Reglement van orde van de Raad van State.

De Raad van State,

Gelet op artikel 40 van de wet van 23 December 1946 houdende instelling van een Raad van State,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — DU FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ÉTAT.SECTION 1^{re}.*Du service des assemblées de section et des chambres.*

Article 1^{er}. Le premier président dresse chaque année une liste des membres du Conseil d'Etat pour régler l'ordre du service.

Si les nécessités du service l'exige, il peut, dans le courant de l'année, modifier cette liste.

Art. 2. Le conseiller d'Etat qui aurait été désigné comme rapporteur dans une chambre dont il serait sorti par le roulement, revient dans cette chambre pour y faire le rapport dont il aurait été chargé.

Art. 3. Sous réserve des dispositions des articles 43, 44 et 47 de la loi, le premier président préside la chambre à laquelle il veut s'attacher. Il préside, sous la même réserve, les autres chambres quand il le juge convenable. Il y fait faire l'appel général du rôle une fois par semestre.

Art. 4. Le président d'une assemblée de section ou d'une chambre en a la police. Il accorde et retire la parole et soumet les questions au vote.

Art. 5. Le premier président réunit les membres des sections de législation et d'administration en assemblée générale de ces sections chaque fois que les besoins du service le rendent nécessaire.

SECTION 2. — *Des empêchements, absences et congés.*

Art. 6. Lorsque le premier président est dans le cas d'être suppléé pour des fonctions qui lui sont spécialement attribuées, il est remplacé par le président ou, à son défaut, par le plus ancien conseiller d'Etat.

Art. 7. Le premier président, président ou conseiller d'Etat présidant une chambre, est remplacé, pour le service de la chambre à laquelle il appartient, par le conseiller d'Etat présent le plus ancien dans l'ordre de nomination.

Art. 8. En cas d'empêchement d'un conseiller d'Etat, il est remplacé, pour le service de la chambre à laquelle il appartient, par un conseiller d'Etat choisi par le premier président sous réserve des dispositions de l'article 43 de la loi.

Art. 9. En cas d'empêchement du greffier, il est suppléé par le greffier adjoint qu'il désigne. A défaut de cette désignation, il est suppléé par le greffier adjoint désigné par le premier président.

Art. 10. Lorsque le greffier et tous les greffiers adjoints sont empêchés, le premier président, le président et tout autre membre du Conseil d'Etat, ainsi que les membres de l'auditorat peuvent assumer en qualité de greffier toute personne de nationalité belge, docteur en droit, âgée de 25 ans accomplis.

Avant d'entrer en fonctions, la personne ainsi assumée prête entre les mains du membre du Conseil d'Etat ou de l'auditorat, qui l'aura requise, le serment imposé aux fonctionnaires publics.

En cas d'urgence, il est passé outre à l'absence de greffier.

Art. 11. Nul ne peut s'absenter si le service doit souffrir de son absence.

Art. 12. Le premier président règle chaque année les vacances des membres du Conseil d'Etat; il veille à ce qu'il ne puisse en résulter aucune cause de retard pour les affaires dont l'examen ne peut être différé.

Les congés de vacances des membres de l'auditorat et du bureau de coordination, ainsi que ceux des membres du greffe sont réglés par le premier président, respectivement sur proposition de l'auditeur général et du greffier.

Les membres du Conseil d'Etat, de l'auditorat, du bureau de coordination et du greffe ont droit à un mois de vacances.

Le premier président règle également les congés de vacances des employés. Ceux-ci ont droit à un congé de quinze jours ouvrables.

SECTION 3. — *Des assemblées générales du Conseil d'Etat et des audiences solennelles.*

Art. 13. L'assemblée générale du Conseil d'Etat est convoquée par le premier président, soit d'office, soit à la requête motivée de trois conseillers d'Etat au moins.

Hormis le cas d'urgence, la convocation mentionne l'ordre du jour de l'assemblée.

Besluit :

HOOFDSTUK I. — DE WERKING VAN DE RAAD VAN STATE.

SECTIE 1. — *Dienstregeling der vergaderingen van afdelingen en der kamers.*

Artikel 1. Ieder jaar maakt de eerste-voorzitter een lijst op van de leden van de Raad van State om de regeling van de dienst vast te stellen.

Wanneer de noodwendigheden van de dienst zulks eisen, kan hij, in de loop van het jaar, die lijst wijzigen.

Art. 2. De raadsheer van State die zou aangeduid geweest zijn als verslaggever in een kamer die hij ten gevolge der beurtregeling zou hebben verlaten, keert daarin terug om het verslag uit te brengen waarmede hij werd belast.

Art. 3. Behoudens het bepaalde bij de artikelen 43, 44 en 47 der wet, zit de eerste-voorzitter de kamer voor tot dewelke hij wil behoren. Onder zelfde voorbehoud, zit hij de andere kamers voor wanneer hij het gepast oordeelt. Hij laat er eens per semester de algemene oproep van de rol doen.

Art. 4. De voorzitter van de vergadering ener afdeling of van een kamer heeft er het recht van politie. Hij verleent en ontneemt het woord en legt de vragen ter stemming.

Art. 5. De eerste-voorzitter roept de leden van de afdeling wetgeving en van de afdeling administratie bijeen in algemene vergadering dezer afdelingen, teikens de noodwendigheden van de dienst zulks vergen.

SECTIE 2. — *Gevallen van belet, afwezigheden en verloven.*

Art. 6. Wanneer de eerste-voorzitter dient vervaangen te worden wegens functies die hem bepaaldelijk zijn toegewezen, wordt hij vervangen door de voorzitter of, bij diens ontstentenis, door de eerst rangnemende raadsheer van State.

Art. 7. De eerste-voorzitter, voorzitter of raadsheer die een kamer voorzit, wordt voor de dienst der kamer, tot dewelke hij behoort, vervangen door de eerst rangnemende raadsheer van State die aanwezig is.

Art. 8. Indien een raadsheer van State belet is, wordt hij voor de dienst der kamer, tot dewelke hij behoort, vervangen door een raadsheer aangeduid door de eerste-voorzitter, behoudens het bij artikel 43 van de wet bepaalde.

Art. 9. Indien de griffier belet is, wordt hij vervangen door de adjunct-griffier door hem aangeduid. Indien deze aanduiding niet werd gedaan, wordt hij vervangen door de adjunct-griffier aangeduid door de eerste-voorzitter.

Art. 10. Indien de griffier en alle adjunct-griffiers belet zijn, kunnen de eerste-voorzitter, de voorzitter of elk ander lid van de Raad van State alsmede de leden van het auditoraat zich als griffier toevoegen een persoon van Belgische nationaliteit, doctor in de rechten, ten voile 25 jaar oud.

Alvorens in functie te treden legt de aldus toegevoegde persoon in handen van het lid van de Raad van State of van het auditoraat, dat hem daartoe aanzocht, de eed af, voorgeschreven voor de openbare ambtenaren.

In spoedeisende gevallen wordt over de afwezigheid van een griffier heengestapt.

Art. 11. Niemand mag afwezig blijven indien zulks de dienst hindert.

Art. 12. De eerste-voorzitter regelt elk jaar het verlof van de leden van de Raad van State; hij waakt er voor dat het geen aanleiding kan geven tot vertraging in de zaken waarvan het onderzoek geen uitstel duldt.

Het vacatieverlof van de leden van het auditoraat en van het bureau voor samenordering, alsmede dit van de leden van de griffie, wordt geregeld door de eerste-voorzitter, op voorstel van de auditeur-generaal of van de griffier, volgens het geval.

De leden van de Raad van State, van het auditoraat, van het bureau voor samenordering en van de griffie hebben recht op één maand verlof. De eerste-voorzitter regelt eveneens het vacatieverlof der bedienden. Dezen hebben recht op een verlof van vijftien werkdagen.

SECTIE 3. — *De algemene vergaderingen van de Raad van State en de plechtige zittingen.*

Art. 13. De algemene vergadering van de Raad van State wordt bijengeroepen door de eerste-voorzitter, hetzij van ambtswege, hetzij op gemotiveerd verzoek van ten minste drie raadsheren van State.

Behoudens het geval van hoogdringende, vermeldt de oproeping de agenda der vergadering.

Art. 14. Lorsque l'ordre du jour de l'Assemblée comporte des objets intéressant la section de législation, les assesseurs de cette section sont convoqués de la même manière que les conseillers d'Etat. Ils participent à la délibération.

Art. 15. Sous réserve de l'application de l'alinéa 2, de l'article 35, de la loi, l'Assemblée générale ne peut délibérer si les deux tiers des membres du Conseil d'Etat n'y assistent.

Art. 16. L'Assemblée générale est présidée par le premier président.

Celui-ci détient le pouvoir de police, il accorde et retire la parole, résume les débats et soumet les questions au vote.

Art. 17. Les assesseurs, l'auditeur général, les auditeurs, les substituts, ainsi que les membres du bureau de coordination peuvent être invités à assister à tout ou partie des séances de l'Assemblée générale.

Art. 18. Les membres du Conseil d'Etat se réunissent en Assemblée générale publique et solennelle chaque fois qu'il y a lieu.

L'auditeur général y assiste.

SECTION 4.

Des présentations, réceptions et prestations de serment.

Art. 19. Lorsqu'une place de membre du Conseil d'Etat devient vacante, le premier président convoque une Assemblée générale publique et solennelle des membres du Conseil d'Etat à l'effet de procéder à la formation de la liste prévue par l'article 34 de la loi.

Art. 20. La présentation de chaque candidat a lieu séparément par bulletin secret. Si aucun candidat ne réunit la majorité absolue des membres présents, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix.

En cas de parité de suffrages, la préférence est accordée au plus âgé.

Le greffier dresse procès-verbal des opérations de l'Assemblée. Ce procès-verbal contient les noms des membres qui ont fait partie de l'Assemblée. Il est signé par le président de l'Assemblée et le greffier.

Art. 21. Une expédition de la liste de présentation est transmise par le premier président à la chambre législative appelée à faire la présentation par application de l'article 34 de la loi.

Copie de cette liste est transmise par lui au Ministre de l'Intérieur.

Art. 22. Lorsqu'il y a lieu de pourvoir à une place d'assesseur de la section de législation, le premier président convoque une Assemblée générale publique et solennelle des membres du Conseil d'Etat à l'effet de procéder à la formation de la liste prévue par l'article 35 de la loi. Cette liste est établie comme prescrit à l'alinéa 2 de cet article et transmise ensuite par le premier président au Ministre de l'Intérieur.

Art. 23. La réception des membres du Conseil d'Etat se fait devant le Conseil d'Etat réuni en Assemblée générale publique et solennelle.

Le président et les conseillers d'Etat prêtent, lors de leur réception, le serment prescrit entre les mains du premier président.

Art. 24. Les assesseurs de la section de législation, l'auditeur général et le greffier prêtent serment entre les mains du premier président devant le Conseil d'Etat réuni en Assemblée générale publique et solennelle.

Art. 25. Les auditeurs, les substituts, les membres du bureau de coordination, les greffiers adjoints prêtent serment à l'audience de la chambre où siège le premier président.

SECTION 5. — *Du rang et des préséances.*

Art. 26. Il est tenu par le Conseil d'Etat une liste de rang sur laquelle sont inscrits dans l'ordre qui suit :

- Le premier président;
- Le président;
- Les conseillers d'Etat dans l'ordre de leur ancienneté comme conseillers;
- L'auditeur général;
- Le greffier;
- Les auditeurs dans l'ordre de leur ancienneté comme auditeurs;
- Les membres du bureau de coordination;
- Les substituts dans l'ordre de leur nomination;
- Les greffiers adjoints dans l'ordre de leur nomination.

Art. 27. Cette liste établit le rang dans les cérémonies publiques, ainsi que dans les Assemblées et réunions du Conseil d'Etat.

Art. 14. Indien op de agenda zaken voorkomen die de afdeling wetgeving aanbelangen, worden de bijzitters van deze afdeling opgeroepen op dezelfde wijze als de raadsheren van State. Zij nemen deel aan de beraadslaging.

Art. 15. Behoudens het bepaalde bij lid 2 van artikel 35 van de wet, kan de algemene vergadering niet beraadslagen indien twee derden van de leden van de Raad van State niet aanwezig zijn.

Art. 16. De eerste-voorzitter bekleedt het voorzitterschap van de algemene vergadering.

Hem behoort de politie; hij verleent en ontnemt het woord, wat de debaten samen en legt de vragen ter stemming.

Art. 17. De bijzitters, de auditeur-generaal, de auditeurs, de substituten evenals de leden van het bureau voor samenordering kunnen tot het bijwonen van de zitting of van een gedeelte der zitting van de algemene vergadering uitgenodigd worden.

Art. 18. Telkens daartoe grond bestaat, komen de leden van de Raad van State in openbare en plechtige vergadering bijeen.

De auditeur-generaal woont ze bij.

SECTIE 4. — *De voordracht van kandidaten, de eedafneming en de eedaflegging.*

Art. 19. Wanneer een plaats van lid van de Raad van State openvalt, roept de eerste-voorzitter de leden van de Raad van State bijeen in een openbare en plechtige algemene vergadering, ten einde over te gaan tot de samenstelling van de lijst voorzien bij artikel 34 van de wet.

Art. 20. Elke kandidaat wordt bij geheim briefje afzonderlijk voorgedragen. Indien geen der kandidaten de volstrekte meerderheid der stemmen van de aanwezige leden bekomt, wordt overgegaan tot herstemming over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Bij staking van stemmen, gaat de voorkeur naar de oudste in jaren.

De griffier stelt proces-verbaal op van de verrichtingen der vergadering. Dit proces-verbaal behelst de namen van de leden die op de vergadering aanwezig waren. Het wordt getekend door de voorzitter van de vergadering en de griffier.

Art. 21. Een uitgifte van de lijst der voordrachten wordt door de eerste-voorzitter overgemaakt aan de wetgevende Kamer die geroepen is om, bij toepassing van artikel 34 van de wet, de voordracht te doen.

Hij maakt een kopie van die lijst over aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

Art. 22. Wanneer er grond bestaat tot voorziening in een plaats van bijzitter van de afdeling wetgeving, roept de eerste-voorzitter de leden van de Raad van State bijeen in een openbare en plechtige algemene vergadering, ten einde over te gaan tot de samenstelling van de lijst voorzien bij artikel 35 van de wet. Deze lijst wordt opgemaakt met inachtneming van de regelen gesteld bij lid 2 van dit artikel en vervolgens overgemaakt door de eerste-voorzitter aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

Art. 23. De ontvangst van de leden van de Raad van State geschiedt voor de Raad van State zetelende in openbare en plechtige algemene vergadering.

De voorzitter en de raadsheren van State leggen, bij hun ontvangst, de opgelegde eed af in handen van de eerste-voorzitter.

Art. 24. De bijzitters van de afdeling wetgeving, de auditeur-generaal en de griffier leggen de eed af in handen van de eerste-voorzitter, vóór de Raad van State zetelende in openbare en plechtige algemene vergadering.

Art. 25. De auditeurs, de substituten, de leden van het bureau voor samenordering, de adjunct-griffiers leggen de eed af op de terechtzitting van de kamer waar de eerste-voorzitter zetelt.

SECTIE 5. — *De rang en de voorrang.*

Art. 26. Door de Raad van State wordt een ranglijst gehouden, op dewelke in volgende orde worden ingeschreven :

- De eerste-voorzitter;
- De voorzitter;
- De raadsheren van State volgens de orde hunner benoeming tot raadsheer;
- De auditeur-generaal;
- De griffier;
- De auditeurs, volgens de orde hunner benoeming tot auditeur;
- De leden van het bureau voor samenordering;
- De substituten, volgens de orde hunner benoeming;
- De adjunct-griffiers, volgens de orde hunner benoeming.

Art. 27. Deze lijst stelt de rang vast in de openbare plechtigheden, evenals in de vergaderingen en bijeenkomsten van de Raad van State.

SECTION VI. — *Des nominations et de la discipline.*

Art. 28. Sauf délégation au premier président, l'assemblée générale nomme aux emplois sur rapport d'une commission composée de trois membres du Conseil d'Etat, désignés chaque année par l'assemblée générale, assistés, s'il échet, de l'auditeur général ou du greffier.

Art. 29. Toute infraction et tout manquement à la discipline sont immédiatement portés à la connaissance du premier président.

Art. 30. Les employés sont, pour les fautes commises par eux, avertis, réprimandés, suspendus, démis d'office ou révoqués par l'assemblée générale ou par le premier président si ce pouvoir lui est délégué.

La peine de la suspension comporte privation de traitement pour toute sa durée.

Art. 31. Lorsqu'ils sont poursuivis pour un crime ou un délit, ou dans le cas de poursuites disciplinaires, les titulaires d'un emploi conféré par le Conseil d'Etat peuvent, lorsque l'intérêt du service le requiert, être suspendus provisoirement de leurs fonctions pendant la durée des poursuites et jusqu'à la décision définitive.

La suspension provisoire est prononcée pour un mois. Elle peut être prorogée de mois en mois jusqu'à la décision définitive. L'assemblée générale du Conseil d'Etat peut décider que cette mesure comportera, pendant tout ou partie de sa durée, retenue provisoire, totale ou partielle du traitement.

Art. 32. Le Conseil d'Etat connaît en assemblée générale des poursuites disciplinaires à l'occasion desquelles son avis est requis ou demandé.

Si les poursuites sont dirigées contre un membre de l'auditorat ou du bureau de coordination, l'auditeur général assiste à l'assemblée et y est entendu.

CHAPITRE II. — DE L'EXERCICE DES FONCTIONS.

SECTION 1^{re}. — *Des membres du Conseil d'Etat et des assesseurs de la section de législation.*

Art. 33. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Si aucune opinion n'obtient la majorité absolue, il est procédé à un second vote.

Art. 34. Le président recueille les opinions individuellement et dans l'ordre suivant :

- 1° Le rapporteur;
- 2° Les assesseurs dans l'ordre inverse de leur ancienneté;
- 3° Les conseillers dans le même ordre;
- 4° Le président.

Art. 35. Les membres siégeant à la section d'administration du Conseil d'Etat ne peuvent directement ou indirectement avoir des entretiens particuliers avec les parties, leurs représentants légaux, leurs avocats ou les commissaires du gouvernement sur les contestations qui sont soumises à leur décision.

Ils sont tenus de s'abstenir s'ils sont parents ou alliés de l'avocat ou du mandataire de l'une des parties, en ligne directe ou au second degré en ligne collatérale.

Art. 36. Les arrêts et avis sont signés sans retard par le président de l'assemblée ou de la chambre, ainsi que par le greffier qui l'a assisté.

Art. 37. Les assesseurs de la section de législation participent au même titre que les conseillers d'Etat à l'examen des demandes dont ils sont appelés à connaître.

Art. 38. Les délibérations du Conseil d'Etat sont secrètes.

SECTION 2. — *Des membres de l'auditorat.*

Art. 39. L'auditeur général dirige les travaux des auditeurs et des substituts; il répartit les affaires entre eux et les groupe, à cette fin, en sections spécialisées s'il y a lieu.

Art. 40. Les membres de l'auditorat désignés par l'auditeur général participent à l'étude et à l'instruction des affaires dans la section de législation et dans la section d'administration.

Ils assistent les membres du Conseil d'Etat ainsi que les assesseurs dans l'étude des affaires.

Pour l'accomplissement des devoirs d'instruction, ils sont commis par l'assemblée, la chambre ou le membre du Conseil d'Etat chargé de l'affaire, compte tenu de la répartition arrêté par l'auditeur général.

SECTIE 6. — *De benoemingen en de tucht.*

Art. 28. Behoudens opdracht aan de eerste-voorzitter, doet de algemene vergadering de benoeming tot de bedieningen, na verslag door een commissie samengesteld uit drie leden van de Raad van State, zo nodig bijgestaan door de auditeur-generaal of de griffier. Deze drie leden worden elk jaar aangeduid door de algemene vergadering.

Art. 29. Elke overtreding van en elke tekortkoming aan de tucht worden onmiddellijk ter kennis gebracht van de eerste-voorzitter.

Art. 30. Voor de misslagen door hen begaan worden de beampten gewaarschuwd, berispt, geschorst, van ambtswege ontslagen of afgezet door de algemene vergadering of door de eerste-voorzitter wanneer deze bevoegdheid hem werd opgedragen.

De straf van schorsing brengt beroving van wedde mede voor de duur van de schorsing.

Art. 31. De titularissen van een ambt, begeven door de Raad van State, die ter zake van een misdaad, een wanbedrijf of een vergrijp tegen de tucht worden vervolgd, kunnen, wanneer het belang van de dienst zulks vereist, tijdens de duur van de vervolging en tot de eindbeslissing, voorlopig uit hun betrekking worden geschorst.

De voorlopige schorsing wordt uitgesproken voor de duur van één maand; zij kan verlengd worden van maand tot maand tot de eindbeslissing. De algemene vergadering van de Raad van State kan beslissen dat deze maatregel voor gans zijn duur of een gedeelte er van gehele of gedeeltelijke voorlopige inhouding van wedde medebrengt.

Art. 32. De Raad van State, in algemene vergadering, neemt kennis van de tuchtvervolgingen ter zake waarvan zijn advies wordt gevorderd of gevraagd.

Indien de vervolgingen worden ingespannen tegen een lid van het auditoraat of van het bureau voor samenordering, is de auditeur-generaal aanwezig op de vergadering en wordt hij er gehoord.

HOOFDSTUK II. — DE AMBTSUITOEFENING.

SECTIE 1. — *De leden van de Raad van State en de bijzitters van de afdeling wetgeving.*

Art. 33. De beslissingen worden getroffen bij volstreekte meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is deze van de voorzitter beslissend.

Indien geen enkele mening de volstreekte meerderheid behaalt, wordt er tot een tweede stemming overgegaan.

Art. 34. De voorzitter neemt elke mening na de andere in ontvangst en in volgende orde :

- 1° De verslaggever;
- 2° De bijzitters, beginnende met de laatstbenoemde;
- 3° De raadsheren, in dezelfde volgorde;
- 4° De voorzitter.

Art. 35. De leden zetelende in de afdeling administratie van de Raad van State mogen noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks, particuliere gesprekken voeren met de partijen, hun wettige vertegenwoordigers, hun advocaten of de commissarissen der regering betreffende de geschillen die aan hun beslissing onderworpen zijn.

Zij zijn verplicht zich te onthouden wanneer zij bloed- of aanverwant zijn van de advocaat of van de lasthebber van een der partijen in de rechte linie of tot de tweede graad in de zijlinie.

Art. 36. De adviezen en arresten worden zonder uitstel getekend door de voorzitter van de vergadering of van de kamer, evenals door de griffier die hem bijgestaan heeft.

Art. 37. De bijzitters der afdeling wetgeving nemen deel, evenals de raadsheren van State, aan het onderzoek der aanvragen waarvan ze kennis diene te nemen.

Art. 38. De beraadslagingen van de Raad van State zijn geheim.

SECTIE 2. — *De leden van het auditoraat.*

Art. 39. De auditeur-generaal leidt de ambtsverrichtingen van de auditeurs en de substituten; hij deelt de zaken onder hen uit en groepeerd hen te dien einde in gespecialiseerde afdelingen, zo daartoe grond bestaat.

Art. 40. De door de auditeur-generaal aangestelde leden van het auditoraat nemen deel aan de studie en het onderzoek van de zaken in de afdeling wetgeving en in de afdeling administratie.

Zij staan de raadsheren van State en de bijzitters bij in de studie der zaken.

Voor de verrichtingen van onderzoek worden zij aangesteld door de vergadering, de kamer of de raadsheren van State met de zaak belast, waarbij rekening wordt gehouden met de verdeling van het werk door de auditeur-generaal.

Art. 41. L'auditeur général signale au premier ministre tout recours fondé sur l'article 9 de la loi et toute demande fondée sur l'article 7, § 1^{er} de la loi.

Une copie des requêtes introductives est transmise sans délai par le greffier à l'auditeur général.

Art. 42. Les membres de l'auditorat vérifient la concordance des textes français et néerlandais qui sont soumis au Conseil d'Etat ou établis par lui.

Art. 43. Les substituts assistent l'auditeur général ou l'auditeur auquel ils sont attachés.

SECTION 3. — Des greffiers.

Art. 44. Le greffier assiste les membres du Conseil d'Etat dans les actes de leur ministère et rédige les procès-verbaux y afférents.

Il assiste également les membres de l'auditorat dans l'accomplissement des devoirs d'instruction pour lesquels ils sont requis.

Art. 45. Le greffier garde les minutes, registres et tous les actes afférents au Conseil d'Etat.

Il en délivre les grosses, expéditions, extraits ou copies, écrite qui est prononcé ou dicté par le Conseil d'Etat ou par un de ses membres dans l'exercice de ses fonctions et dresse acte des diverses formalités dont l'accomplissement doit être constaté.

Art. 46. Le greffier est responsable, à l'égard des déposants, des pièces qui lui sont remises pour être produites devant le Conseil d'Etat.

Art. 47. Si un acte ne peut être signé par le greffier qui y a concouru, le président ou le conseiller d'Etat qui le remplace constate cette impossibilité.

Art. 48. Si, par l'effet d'un accident extraordinaire, le président se trouve dans l'impossibilité de signer les feuilles d'audience ou les procès-verbaux des séances, le greffier les fait signer par le plus ancien des conseillers d'Etat ayant assisté à l'audience ou à la séance.

Si ce magistrat se trouve dans l'impossibilité de signer un arrêt, un avis ou un avant-projet, le greffier les fait signer par les conseillers d'Etat faisant partie de la chambre ou de l'assemblée, et ceux-ci font mention de cette impossibilité.

Si l'impossibilité de signer existe de la part de tous les magistrats composant la chambre ou l'assemblée, le greffier dresse procès-verbal de l'accident et le fait certifier par le premier président. Ce procès-verbal est annexé à la minute et le greffier signe seul.

Art. 49. Les feuilles d'audience et les procès-verbaux des séances sont de même format et réunis par année, en forme de registre.

Art. 50. Les rôles, répertoires et registres tenus au greffe sont cotés par première et dernière et paraphés sur chaque feuille par le premier président ou le membre du Conseil d'Etat délégué par lui.

Art. 51. Le greffier exerce ses fonctions sous l'autorité du premier président; il tient le greffe et fait le service des assemblées générales et des audiences solennelles.

Il surveille les travaux du personnel des bureaux ne dépendant pas de l'auditorat.

Art. 52. Le greffier distribue le service entre lui et les greffiers adjoints.

SECTION 4. — Du bureau de coordination.

Art. 53. Les membres du bureau de coordination exercent leurs fonctions sous la direction du membre chargé de la répartition du travail au sein du bureau.

L'auditeur général contrôle leur activité.

Art. 54. Le bureau de coordination tient sa documentation à la disposition du Conseil d'Etat.

Il rédige les notes d'observations qui lui sont demandées.

Il ne donne suite à aucune demande de renseignements venant de l'extérieur, sans l'autorisation du premier président.

Art. 55. Il fait rapport, à toutes fins utiles, au président de la section de législation, sur les défauts de coordination des textes qu'il a mission de tenir à jour.

Art. 56. Le bureau de coordination correspond directement avec les administrations publiques en vue de recueillir les renseignements qui lui sont nécessaires.

Art. 41. De auditeur-generaal stelt de Eerste-Minister in kennis van ieder beroep gegrond op artikel 9 van de wet en van iedere aanvraag gegrond op artikel 7, § 1, van de wet.

Een afschrift van alle inleidende verzoekschriften wordt zonder uitstel door de griffier aan de auditeur-generaal overgemaakt.

Art. 42. De leden van het auditoraat gaan de overeenstemming na van de Franse en Nederlandse teksten die aan de Raad van State worden voorgelegd of door hem worden gesteld.

Art. 43. De substituten staan de auditeur-generaal bij of de auditeur, aan wie ze werden toegevoegd.

SECTIE 3. — De griffiers.

Art. 44. De griffier assiste de leden van de Raad van State bij in de akten betreffende hun ambtsverrichtingen en stelt de processen-verbaal op die er bij horen.

Hij staat eveneens de leden van het auditoraat bij in de onderzoeksverrichtingen waarvoor zij worden aangesteld.

Art. 45. De griffier bewaart de minuten, de registers en alle akten horende bij de Raad van State.

Hij levert daarvan de grossen, de uitgiften, de uittreksels of afschriften af, hij schrijft op wat uitgesproken of gedicteerd wordt door de Raad van State of door een zijner leden in de uitoefening van zijn ambtsverrichtingen, en maakt akte op van de onderscheiden rechtsvormen waarvan de inachtneming dient vastgesteld.

Art. 46. De griffier staat in ten opzichte van de deponent voor de stukken die hem worden overgemaakt om aan de Raad van State te worden voorgelegd.

Art. 47. Indien een akte waartoe de griffier heeft bijgedragen door hem niet kan getekend worden, stelt de voorzitter of de raadsheer van State die hem vervangt deze onmogelijkheid vast.

Art. 48. Indien de voorzitter, tengevolge van een buitengewoon geval, in de onmogelijkheid verkeert de zittingsbladen of de notulen der zittingen te tekenen, laat de griffier ze tekenen door de eerst rangnemende raadsheer van State die de terechtzitting of de vergadering heeft bijgewoond.

Indien deze magistraat in de onmogelijkheid verkeert een arrest, een advies of een voorontwerp te tekenen, laat de griffier ze tekenen door al de raadsheren van State deel uitmakende van de kamer of de vergadering, en deze maken melding van deze onmogelijkheid.

Indien alle magistraten deel uitmakende van de kamer of de vergadering in de onmogelijkheid verkeren te tekenen, stelt de griffier proces-verbaal op van het geval en laat het feit voor waar verklaren door de eerste-voorzitter. Dit proces-verbaal blijft aan de minuut gehecht en wordt alleen door de griffier getekend.

Art. 49. De zittingsbladen en de notulen van de zittingen zijn van hetzelfde formaat en worden per jaar samengebracht in de vorm van register.

Art. 50. De rollen, repertoria en registers gehouden ter griffie worden genummerd van het eerste tot het laatste blad en ieder blad wordt geparafeerd door de eerste-voorzitter of het lid van de Raad van State dat daartoe van hem opdracht ontving.

Art. 51. De griffier oefent zijn ambt uit onder het gezag van de eerste voorzitter; hij houdt de griffie en neemt de dienst waar van de algemene vergaderingen en van de plechtige zittingen.

Hij houdt toezicht op de werkzaamheden van het personeel der bureaux die niet afhangen van het auditoraat.

Art. 52. De griffier verdeelt het werk onder hem en de adjunct-griffiers.

SECTIE 4. — Het bureau voor samenordering.

Art. 53. De leden van het bureau voor samenordering oefenen hun ambtsverrichtingen uit onder de leiding van het lid dat belast werd met de verdeling van het werk onder de leden van het bureau.

De auditeur-generaal oefent toezicht uit op hun werkzaamheden.

Art. 54. Het bureau voor samenordering houdt zijn documentatie ter beschikking van de Raad van State.

Het bureau stelt de nota's met opmerkingen op die hem worden gevraagd.

Behoudens toelating van de eerste-voorzitter, geeft het bureau geen gevolg aan vragen om inlichtingen, gesteld door personen die geen deel uitmaken van de Raad van State.

Art. 55. Het bureau brengt verslag uit bij de voorzitter van de afdeling wetgeving tot al wat dienen kan betreffende de tekortkomingen in de samenordering der teksten welke niet dient bij te houden.

Art. 56. Het bureau voor samenordering voert rechtstreeks briefwisseling met de openbare besturen, met het oog op de inzameling van alle inlichtingen die het nodig heeft.

CHAPITRE III. — DE LA SECTION DE LÉGISLATION.

Art. 57. La section de législation comprend deux chambres. Les séances de l'une se tiennent les lundi, mardi et mercredi; celles de l'autre, les jeudi, vendredi et samedi.

Quand les nécessités du service l'exigent, leur président, les convoque en séance extraordinaire.

Art. 58. Le premier président transmet au président de la section de législation les demandes qui lui sont adressées, pour les distribuer entre les chambres de la section selon un plan de répartition établi d'après les matières.

Art. 59. Ces demandes sont, dans l'ordre de leur réception et sans retard, inscrites par le greffier dans un registre ou rôle général tenu au greffe.

Chaque inscription mentionne le numéro d'ordre de la demande, la date de sa réception, l'autorité dont elle émane, son objet sommaire, l'urgence, si elle est invoquée, ainsi que la distribution qui en est faite par le président.

Après l'inscription de la demande au rôle général, le greffier en assure la transmission au président de la chambre à laquelle elle a été distribuée.

Si l'urgence est invoquée, il en informe sur-le-champ ce magistrat.

Art. 60. Le greffier de chaque chambre de la section de législation tient par extrait du rôle général, un rôle particulier des demandes distribuées à la chambre à laquelle il est attaché.

Art. 61. Dès réception de la demande, le président de la chambre saisie désigne les assesseurs appelés à en connaître ainsi que le conseiller, l'assesseur ou le membre de l'auditorat qui fera rapport. Il fixe en même temps la date à laquelle la demande sera examinée par la chambre.

Lorsque la nature de l'affaire le requiert, une commission, dont la composition est arrêtée par le président de la chambre, procède à l'examen de la demande et arrête les termes du rapport et du projet d'avis ou de texte, dont une copie est adressée à tous les membres de la chambre.

Art. 62. Sitôt après la désignation prévue à l'article 61, l'original de la demande est transmis au rapporteur par les soins du greffier de la chambre saisie; des copies en sont envoyées en même temps à chacun des conseillers composant la chambre ainsi qu'aux assesseurs appelés à y siéger, à l'auditeur général et au bureau de coordination.

Art. 63. Aussitôt que le bureau de coordination a rédigé sa note d'observations, il la fait parvenir aux conseillers et aux assesseurs de la chambre saisie ainsi qu'au membre de l'auditorat désigné.

Art. 64. Le rapporteur peut charger le membre de l'auditorat de toute mission d'instruction ou d'étude.

Art. 65. A la séance fixée pour l'examen de la demande, la chambre saisie prend connaissance du rapport.

Elle peut entendre les délégués des autorités dont émane la demande, ainsi que toute autre personne particulièrement qualifiée.

Le membre de l'auditorat et un membre du bureau de coordination peuvent assister à la séance à titre consultatif; ils peuvent être chargés de tous devoirs complémentaires.

Lorsque tous les éléments d'appréciation sont réunis, la chambre donne son avis ou arrête l'avant-projet demandé.

Art. 66. L'avis ou le texte d'avant-projet est transmis au service de traduction, qui soumet la version établie par lui à l'auditeur et au conseiller bilingue pour vérification et contrôle.

Art. 67. Le greffier assure l'envoi de l'avis ou de l'avant-projet au premier président et en transmet une copie au bureau de coordination.

Art. 68. Dans les cas d'urgence prévus par l'article 45 de la loi, le rapporteur désigné par le président de la chambre chargée de l'examen de la demande prend toutes les mesures nécessaires pour que l'avis ou l'avant-projet demandé soit communiqué dans le délai requis.

Art. 69. Dans le cas prévu par l'article 46 de la loi, le premier président, saisi de la demande, convoque la section de législation en assemblée générale, désigne le rapporteur et fixe la date à laquelle la demande sera examinée.

Pour le surplus, la procédure se poursuit conformément aux articles 54 à 67 du présent règlement.

HOOFDSTUK III. — DE AFDELING WETGEVING.

Art. 57. De afdeling wetgeving is onderverdeeld in twee kamers. De ene zetelt elke Maandag, Dinsdag en Woensdag, de andere elke Donderdag, Vrijdag en Zaterdag.

Wanneer zulks nodig is voor de goede gang der zaken, worden zij door haar voorzitter in buitengewone zitting bijeengeroepen.

Art. 58. De eerste-voorzitter maakt aan de voorzitter der afdeling wetgeving de aanvragen over die hem worden toegezonden, om ze te verdelen onder beide kamers volgens een plan van verdeling vastgesteld naar de aard der zaken.

Art. 59. Deze aanvragen worden door de griffier, in de orde van hun ontvangst en zonder verwijl, ingeschreven in een register of algemene rol, op de griffie gehouden.

Iedere inschrijving vermeldt de volgnummer der aanvraag, de dag van ontvangst, de overheid van wie ze uitgaat, de samenvatting van haar voorwerp, de hoogdringendheid zo zij wordt ingeroepen en de toewijzing zoals ze door de voorzitter werd gedaan.

Na de inschrijving der aanvraag in de algemene rol, zorgt de griffier er voor dat zij overgemaakt wordt aan de voorzitter der kamer aan dewelke ze werd toegevoerd.

Indien de hoogdringendheid wordt ingeroepen, brengt hij zulke zonder verwijl ter kennis van deze magistraat.

Art. 60. De griffier van elke kamer der afdeling wetgeving houdt, bij uittreksel van de algemene rol, een bijzondere rol van de aanvragen toegewezen aan de kamer tot dewelke hij behoort.

Art. 61. Zodra hij de aanvraag heeft ontvangen, duidt de voorzitter der kamer oij dewelke ze werd aanhangig gemaakt de bijzitters aan die er van kennis dienen te nemen, alsmede de raadsheer, de bijzitter of het lid van het auditoraat waardoor verslag zal worden uitgebracht. Terzelfder tijd stelt hij de datum vast op dewelke de aanvraag door de kamer zal worden onderzocht.

Wanneer de aard van de zaak zulks vergt, wordt tot het onderzoek der aanvraag overgegaan door een commissie, waarvan de samenstelling wordt bepaald door de voorzitter der kamer; zij legt de bewoordingen vast van het verslag en van het ontwerp van advies of van tekst. Een afschrift van het verslag en van het ontwerp wordt gezonden aan al de leden der kamer.

Art. 62. Onmiddellijk na de aanduiding voorzien bij artikel 61, wordt het origineel der aanvraag overgemaakt aan de verslaggever door de zorgen van de griffier der kamer bij dewelke ze aanhangig werd gemaakt; afschrift er van wordt terzelfder tijd gestuurd aan elk der raadsheren die van de kamer deel uitmaken, evenals aan de bijzitters die werden aangeduid om er te zetelen, aan de auditeur-generaal en aan het bureau voor samenordering.

Art. 63. Zodra het bureau voor samenordering zijn nota met opmerkingen heeft opgesteld, maakt het bureau ze over aan de raadsheren en de bijzitters van de kamer waarbij de aanvraag aanhangig werd gemaakt, alsmede aan het aangesteld lid van het auditoraat.

Art. 64. De verslaggever kan het lid van het auditoraat elk onderzoek of studie opdragen.

Art. 65. Op de zitting vastgesteld voor het onderzoek der aanvraag, neemt de kamer, bij dewelke ze werd aanhangig gemaakt, kennis van het verslag.

Zij kan de afgevaardigden horen van de overheid van wie de aanvraag uitgaat, evenals elk andere bijzonder bevoegde persoon.

Het lid van het auditoraat en een lid van het bureau voor samenordering kunnen de zitting bijwonen ten raadgevende titel; zij kunnen belast worden met alle bijkomende verrichtingen.

Wanneer alle gegevens ter beoordeling voorhanden zijn, geeft de kamer haar advies of legt zij de tekst van het gevraagde voorontwerp vast.

Art. 66. Het advies of de tekst van voorontwerp wordt overgemaakt aan de vertaaldienst die zijn vertaling onderwerpt voor nazicht en toezicht aan de auditeur en aan de raadsheer die de twee landstalen machtig is.

Art. 67. De griffier verzendt het advies of het voorontwerp aan de eerste-voorzitter en maakt een afschrift over aan het bureau voor samenordering.

Art. 68. In de spoedeisende gevallen voorzien bij artikel 45 van de wet, treft de verslaggever, aangeduid door de voorzitter der kamer belast met het onderzoek der aanvraag, alle nodige maatregelen opdat het gevraagde advies of voorontwerp binnen de gestelde termijn worde medegedeeld.

Art. 69. In het geval voorzien bij artikel 46 van de wet, roept de eerste-voorzitter, zodra de vraag bij hem aanhangig wordt gemaakt, de afdeling wetgeving in algemene vergadering bijeen, duidt de verslaggever aan en stelt de datum vast waarop de aanvraag zal worden onderzocht.

Voor het overige dient gehandeld overeenkomstig het bepaalde bij de artikelen 59 tot 67 van dit reglement.

Art. 70. Lorsque l'importance ou la complexité de la demande le comporte, le président de la section de législation peut, en dehors du cas prévu par l'article 46 de la loi, la soumettre à l'assemblée générale de la section.

Art. 71. Les membres suppléants de la section de législation, ainsi que les assesseurs, prennent part et ont voix délibérative à l'assemblée générale de la section.

Celle-ci ne peut délibérer valablement qu'à condition que six membres du Conseil d'Etat au moins soient présents.

Art. 72. En cas de besoin, le président de la section peut charger un membre suppléant de faire rapport à la chambre.

Art. 73. Le premier président ne soumet à l'examen du Conseil que les demandes d'avis et de texte transmis sous la signature d'un ministre ou du président de l'une des Chambres législatives.

CHAPITRE IV. — DE LA SECTION D'ADMINISTRATION.

Art. 74. La section d'administration est divisée en trois chambres : la chambre française, la chambre flamande et la chambre bilingue.

Art. 75. La chambre flamande siège les lundi et mardi de chaque semaine.

La chambre française siège les vendredi et samedi de chaque semaine.

La chambre bilingue siège chaque semaine le jeudi.

Art. 76. Les chambres française et flamande se réunissent en outre chaque semaine, aux jour et heure fixés par leurs présidents respectifs, pour leurs délibérations ainsi que pour l'accomplissement de tous autres devoirs urgents. La chambre bilingue se réunit également chaque fois que les besoins du service l'exigent.

Art. 77. Les audiences commencent à 9 h. 30 du matin et durent trois heures.

Le premier président peut fixer des audiences de relevée si le nombre des affaires le comporte. Il peut également constituer des chambres de complément et arrêter les jours et heures auxquels elles siégeront.

Art. 78. Il est établi par le premier président un rôle de suppléance, de manière qu'il puisse être pourvu immédiatement au remplacement d'un membre du Conseil d'Etat empêché.

Art. 79. Les demandes prévues par les articles 7, 8, 9 et 10 de la loi ressortissent aux chambres française, flamande ou bilingue, suivant les prescriptions des dispositions légales sur l'emploi des langues au Conseil d'Etat. Si plusieurs chambres ayant la même compétence linguistique sont instituées, le premier président répartit les affaires entre elles.

Si, dans le cours d'une procédure, il s'avère qu'une chambre se trouve saisie contrairement aux dispositions sur l'emploi des langues, elle l'en dessaisit par une ordonnance motivée. Le premier président distribue à nouveau la demande.

En cas de conflit entre deux chambres, il est statué par l'assemblée générale de la section.

Les demandes d'avis introduites en exécution de l'article 6 de la loi sont distribuées par le premier président entre les chambres française et flamande.

Art. 80. Les demandes sont, dans l'ordre de leur réception et sans retard, inscrites par le greffier dans un registre ou rôle général tenu au greffe.

Chaque inscription, rédigée dans la langue de la demande, mentionne :

- le numéro d'ordre de la demande;
- la date de sa réception au greffe;
- le nom et la qualité de la personne dont elle émane;

son objet sommaire, notamment la date de l'acte entrepris, s'il échet, et la désignation de l'autorité qui en est l'auteur;

- le nom, la demeure ou le siège des parties;
- la distribution qui est faite de la demande;
- la date des décisions définitives ainsi que des avis.

Art. 81. Le greffier de chaque chambre de la section d'administration tient par extrait du rôle général, un rôle particulier des demandes distribuées à la chambre à laquelle il est attaché.

Ce rôle mentionne notamment :

- le numéro de la demande au rôle général;
- la date de la réception de la demande au greffe;
- le nom et la qualité de la personne dont elle émane;
- son objet sommaire;

Art. 70. Wanneer het belang of de ingewikkeldheid der aanvraag zulks vordert, kan de voorzitter der afdeling wetgeving buiten het geval voorzien bij artikel 46 van de wet, de aanvraag aan de algemene vergadering der afdeling onderwerpen.

Art. 71. De plaatsvervangende leden van de afdeling wetgeving, evenals de bijzitters, nemen deel aan de algemene vergadering der afdeling en zijn er stemgerechtigd.

Deze vergadering kan slechts geldig beraadslagen op voorwaarde dat ten minste zes leden van de Raad van State aanwezig

Art. 72. Zo nodig, kan de voorzitter der afdeling een plaatsvervangend lid gelasten verslag uit te brengen bij de kamer.

Art. 73. De eerste-voorzitter onderwerpt aan het onderzoek van de Raad alleen de aanvragen tot advies of tot voorontwerp die overgemaakt worden bij schrijven dat de handtekening draagt van een minister of van de voorzitter van één der Wetgevende kamers.

HOOFDSTUK IV. — DE AFDELING ADMINISTRATIE.

Art. 74. De afdeling administratie bestaat uit drie kamers : de Franse kamer, de Vlaamse kamer en de tweetalige kamer.

Art. 75. De Vlaamse kamer zetelt elke Maandag en Dinsdag.

De Franse kamer zetelt elke Vrijdag en Zaterdag.

De tweetalige kamer zetelt elke Donderdag.

Art. 76. Elke week, op dag en uur vastgesteld door hun voorzitter, komen daarenboven de Franse en Vlaamse kamers bijeen voor hun beraadslagingen, evenals voor de vervulling van alle andere spoedeisende plichten. De tweetalige kamer komt eveneens bijeen telkens de noodwendigheden van de dienst zulks vereisen.

Art. 77. De terechtzittingen beginnen 's morgens te halftien en duren drie uur.

Indien het aantal ingeleide zaken zulks vereist, kan de eerste-voorzitter namiddagzittingen vaststellen. Hij kan eveneens aanvullende kamers samenstellen en dag en uur bepalen waarop zij zullen zetelen.

Art. 78. Door de eerste-voorzitter wordt een rol van plaatsvervangings opgemaakt, zodanig dat onmiddellijk kan voorzien worden in de vervanging van een raadsheer van State die belet is.

Art. 79. De aanvragen voorzien bij de artikelen 7, 8, 9 en 10 der wet ressorteren onder de Franse, Vlaamse of tweetalige kamer volgens de voorschriften der wettelijke bepalingen betreffende het gebruik der talen voor de Raad van State. Indien verschillende kamers met zelfde taalstelsel worden ingericht, worden de zaken onder hen door de eerste-voorzitter uitgedeeld.

Indien in de loop van een geding blijkt dat een zaak bij een kamer aanhangig werd gemaakt in strijd met de bepalingen betreffende het gebruik der talen, zal deze zich daarvan ontlasten door een gemotiveerd bevel. De eerste-voorzitter wijst de aanvraag aan een andere kamer toe.

In geval van betwisting tussen twee kamers, wordt door de algemene vergadering der afdeling beslist.

De aanvragen tot advies ingeleid in uitvoering van artikel 6 van de wet worden door de eerste-voorzitter uitgedeeld onder de Franse en Vlaamse kamer.

Art. 80. De aanvragen worden, in de orde hunner ontvangst en zonder verwijl, door de griffier ingeschreven in een register of algemene rol, ter griffie gehouden.

Elke inschrijving, gesteld in de taal der aanvraag vermeldt :

- het volgnummer der aanvraag;
- de datum van ontvangst ter griffie;
- de naam en de hoedanigheid van de persoon van wie ze uitgaat;
- het beknopt voorwerp, inzonderheid de datum der bestreden akte zo daartoe gronden bestaan, en de aanduiding van de overheid van wie ze uitgaat;
- de naam, de woning of de zetel der belanghebbende partijen;
- de toewijzing der aanvraag aan de bevoegde kamer;
- de datum der eindbeslissingen en der adviezen

Art. 81. De griffier van elke kamer der afdeling administratie houdt, bij uittreksel van de algemene rol, een bijzondere rol met de aanvragen, die werden toegewezen aan de kamer tot dewelke hij behoort.

Deze rol vermeldt inzonderheid :

- het volgnummer der aanvraag op de algemene rol;
- de datum van ontvangst der aanvraag ter griffie;
- de naam en de hoedanigheid van de persoon van wie ze uitgaat;
- haar beknopt voorwerp;

et s'il échet :

l'acte entrepris et l'autorité qui en est l'auteur;
le nom des parties intéressées et la désignation du ministre compétent;
les noms et domicile des représentants légaux des parties en cause, des commissaires du gouvernement et des avocats signataires des pièces;
la date à laquelle les mesures préalables à l'instruction par la section sont accomplies;
la date à laquelle l'instruction de la demande par la section d'administration a été clôturée;
la date des décisions, qu'elles soient ou non définitives;
La date de l'avis,
ainsi que la date de l'accomplissement de tous actes de procédure qui, tant avant qu'après la décision définitive ou l'avis, incombent au greffier.

Art. 82. Le greffier de chaque chambre tient, en outre, sous la direction du président et en double exemplaire, un rôle des affaires en état d'être soumises à l'examen de la chambre.

Sur ce rôle sont portées chaque semaine les affaires dans lesquelles les mesures préalables à l'instruction par la section sont accomplies.

Il mentionne le numéro porté par la demande au rôle général, le nom de l'autorité dont elle émane, le nom des parties, de leurs représentants légaux, des commissaires du gouvernement, des avocats signataires des pièces ou plaidants, le rapporteur désigné par le président de la chambre ainsi que le jour arrêté par lui pour le premier examen de l'affaire.

Si la chambre, à l'issue du premier examen, estime que l'affaire est en état, celle-ci est maintenue au rôle et mention est faite, tant de l'audience à laquelle elle sera appelée, compte tenu du délai prévu par l'article 28 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, que des audiences auxquelles elle pourrait être renvoyée par la suite.

Si la chambre estime que l'affaire n'est pas en état et n'en poursuit par l'instruction à son audience, elle est omise jusqu'à sa réinscription par le président de la chambre.

Un exemplaire de ce rôle reste en mains du président de la chambre et l'autre demeure en mains du greffier attaché à celle-ci.

Art. 83. Les affaires dans lesquelles est intervenu soit une ordonnance, soit un arrêt interlocutoire ou préparatoire, reprennent lors de leur réinscription au rôle des affaires en état le rang qu'elles y avaient antérieurement.

Il en est de même des affaires ramenées sur opposition.

Art. 84. Il est établi par le greffier, pour chaque jour d'audience, un extrait du rôle des affaires en état.

Les affaires y sont reprises dans l'ordre de leur inscription à ce rôle et en nombre suffisant pour occuper la chambre pendant la durée de l'audience.

Quinze jours avant chaque audience, un exemplaire de cet extrait est adressé à chaque membre du Conseil d'Etat composant la chambre; un exemplaire est affiché à l'entrée de la salle dans laquelle siège la chambre et un autre en un endroit du greffe aisément visible.

Art. 85. Huit jours au moins avant l'audience, les dossiers des affaires fixées sont remis par le greffier au conseiller chargé de résumer l'affaire.

Art. 86. A l'audience, les affaires sont appelées et, autant que faire se peut, examinées dans l'ordre de leur inscription au rôle des affaires en état.

Art. 87. Les demandes introduites sur le pied des articles 6 et 8 de la loi sont examinées en chambre du conseil. Elles ne sont pas portées sur les extraits affichés du rôle des affaires en état.

Dès que l'avis est donné ou l'arrêt rendu, le greffier en transmet copie au premier président, qui la fait parvenir au ministre ou à l'autorité administrative de qui la demande émane.

Le premier président ne soumet à l'examen du conseil que les demandes d'avis portant, outre la signature du ministre compétent, l'affirmation que la question ou l'affaire n'est pas litigieuse.

Art. 88. Les demandes de remise doivent être motivées et être adressées au président de la chambre trois jours d'avance.

en zo daartoe gronden bestaan :

de bestreden akte en de overheid van wie ze uitgaat;
de naam der belanghebbende partijen en de aanduiding van de bevoegde minister;
de naam en de woonplaats der wettige vertegenwoordigers der partijen in de zaak betrokken, de commissarissen der regering en de advocaten, ondertekenaars der stukken;
de datum waarop de maatregelen die het onderzoek door de afdeling voorafgaan volbracht zijn;
de datum waarop het onderzoek der aanvraag door de afdeling administratie werd gesloten;
de datum der beslissingen, hetzij zij eindbeslissingen zijn of niet, de datum van het advies;
evenals de datum van de vervulling van alle akten van rechtspleging waartoe de griffier gehouden is, zowel vóór als na de eindbeslissing of het advies.

Art. 82. Daarenboven wordt, onder de leiding van de voorzitter en in tweevoud, door de griffier van elke kamer een rol bijgehouden van de zaken die in staat zijn om aan het onderzoek der kamer te worden voorgelegd.

Op deze rol worden elke week de zaken gebracht waarvoor de maatregelen die het onderzoek door de afdeling voorafgaan volbracht zijn.

Deze rol vermeldt het volgnummer der aanvraag op de algemene rol, de naam der overheid van wie ze uitgaat, de naam van de partijen, van hun wettige vertegenwoordigers, van de advocaten die optreden als ondertekenaars der stukken of als pleiters, de naam van de verslaggever aangeduid door de voorzitter der kamer, evenals de datum door de voorzitter vastgesteld voor het eerste onderzoek der zaak.

Indien de kamer, na afloop van het eerste onderzoek, oordeelt dat de zaak in staat van wijzen is, wordt zij op de rol behouden, en melding wordt gemaakt, zowel van de terechtzitting op dewelke zij wordt opgeroepen, met inachtneming van de termijn bepaald bij artikel 28 van het besluit van de Regent van 23 Augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, als van de terechtzittingen naar dewelke zij nadien zou kunnen verzonden worden.

Indien de kamer oordeelt dat de zaak niet in staat van wijzen is en het onderzoek er van op de terechtzitting niet voortzet, wordt zij terzijde gelaten tot haar wederinschrijving door de voorzitter der kamer.

Een exemplaar van deze rol blijft in bezit van de voorzitter der kamer; het andere exemplaar blijft in bezit van de griffier die tot deze kamer behoort.

Art. 83. De zaken in dewelke een bevel, een tussenaarrest of een voorbereidend arrest tussenbeide is gekomen, hernemen, bij hun wederinschrijving op de rol der zaken die in staat van wijzen zijn, de rang die ze er voorheen hadden.

Hetzelfde gebeurt met de zaken voorgebracht op verzet.

Art. 84. Voor elke terechtzitting, maakt de griffier een uittreksel op van de rol der zaken die in staat van wijzen zijn.

De zaken worden hernomen in de volgorde harer inschrijving op deze rol en in voldoende aantal om de duur der terechtzitting te vullen.

Vijftien dagen vóór elke terechtzitting wordt een exemplaar van dit uittreksel gezonden aan elk lid van de Raad van State dat van de kamer deel uitmaakt; een exemplaar wordt aangeplakt aan de ingang van de zaal waar de kamer zetelt en een ander op een gemakkelijk zichtbare plaats in de griffie.

Art. 85. Ten minste acht dagen vóór de terechtzitting, worden de dossiers der vastgestelde zaken door de griffier overgemaakt aan de raaisheer belast met het beknopt verslag over de zaak.

Art. 86. Op de terechtzitting worden de zaken opgeroepen en in de mate van het mogelijke onderzocht in de volgorde harer inschrijving op de rol der zaken die in staat van wijzen zijn.

Art. 87. De aanvragen ingediend op grond van de artikelen 6 en 8 van de wet worden onderzocht in raadkamer. Zij worden niet gebracht op de aangeplakte uittreksels van de rol der zaken die in staat van wijzen zijn.

Zodra het advies gegeven wordt of het arrest verleend, maakt de griffier daarvan een afschrift over aan de eerste-voorzitter, die het laat geworden aan de minister of de administratieve overheid van wie de aanvraag uitgaat.

De eerste-voorzitter onderwerpt aan het onderzoek van de Raad slechts de aanvragen tot advies waarop, benevens de handtekening van de bevoegde minister, de bevestiging voorkomt dat de vraag of de zaak niet in betwisting is.

Art. 88. De vragen om uitstel moeten gemotiveerd zijn en ten minste drie dagen vooraf tot de voorzitter der kamer gericht worden.

Art. 89. Tout commissaire du gouvernement désigné en exécution de l'article 12 de la loi doit, au moment de son intervention devant le Conseil d'Etat, justifier de sa commission.

Art. 90. Tout avocat, pour être admis à signer les pièces ou à plaider devant le Conseil d'Etat, peut être tenu de justifier qu'il se trouve dans les conditions prévues par l'article 14 de la loi.

Art. 91. Devant le Conseil d'Etat, les avocats se conforment aux dispositions en vigueur concernant leurs interventions devant les cours et tribunaux.

Ils revêtent, pour leurs plaidoiries le costume prescrit par les articles 6 de l'arrêté du 2 nivôse an XI et 35 du décret du 14 décembre 1810.

Art. 92. Les affaires terminées sont rayées des rôles. Il en est de même des affaires dans lesquelles le Conseil d'Etat a décrété le désistement.

Art. 93. L'assemblée générale de la section d'administration ne délibère valablement qu'au nombre de cinq membres du Conseil d'Etat au moins.

Lorsque les membres de la section d'administration présents ne sont pas en nombre pour délibérer, il est fait appel aux membres de la section de législation dans l'ordre inverse du tableau de rang.

CHAPITRE V. — DU GREFFE.

Art. 94. Le greffé est ouvert tous les jours, de neuf heures à treize heures.

Art. 95. Tous les avis de comparution aux audiences sont, sauf disposition différente, donnés pour neuf heures et demie du matin.

Art. 96. Les demandes prévues par les articles 7, 9 et 10 de la loi ne sont portées au rôle par le greffier qu'après la constatation du paiement des droits y afférents.

Art. 97. Toute remise de pièces au greffe doit être accompagnée d'un inventaire, à parapher pour « vu » par le greffier ou l'employé du greffe qui le reçoit.

Art. 98. Dans les affaires en cours ressortissant à la section d'administration, il peut être délivré aux parties copie des pièces du dossier, des ordonnances, des arrêts, de même que, selon les cas, du texte intégral ou du dispositif des avis prévus par l'article 7, § 1^{er}, de la loi.

En dehors de ces cas, aucune communication de pièces ou délivrance de copies n'est faite sans l'autorisation du premier président ou du membre du Conseil d'Etat qu'il délègue à cette fin.

Art. 99. Le greffier prend les dispositions nécessaires pour empêcher la divulgation au greffe des travaux et documents dont l'intérêt de l'Etat commande d'assurer le secret.

Art. 100. Les comptes de menues dépenses du Conseil d'Etat sont tenus par le greffe.

Ainsi arrêté par l'assemblée générale du Conseil d'Etat en ses séances du 22 octobre 1948 et du 13 janvier 1949.

Le greffier du Conseil d'Etat, Le président du Conseil d'Etat,
(Signé) K. MEES. (Signé) J. SUESENS.

Vu et approuvé pour être annexé à notre arrêté du 15 avril 1949.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre de l'Intérieur,
P. VERMEYLEN.

Art. 89. Elke commissaris der regering aangewezen in uitvoering van artikel 12 van de wet moet, op het oogenblik van tussenkomsst vóór de Raad van State, van in opdracht blijken.

Art. 90. Elk advocaat, alvorens de toelating te bekomen de stukken te tekenen of te pleiten vóór de Raad van State, kan er toe gehouden zijn te laten blijken dat hij zich bevindt in de voorwaarden voorzien bij artikel 14 van de wet.

Art. 91. Vóór de Raad van State gedragen de advocaten zich volgens de bepalingen in voege betreffende hun tussenkomsst vóór de hoven en rechtbanken.

Zij dragen voor hun pleidooien de kledij voorgeschreven bij artikel 6 van het besluit van 2 Nivôse Jaar XI en bij artikel 35 van het decreet van 14 December 1810.

Art. 92. De afgehandelde zaken worden van de rollen geschrapt. Hetzelfde gebeurt met de zaken waarin de Raad van State de afstand van het geding heeft bevolen.

Art. 93. De algemene vergadering der afdeling administratie kan slechts geldig beraadslagen wanneer ten minste vijf leden van de Raad van State aanwezig zijn.

Wanneer de aanwezige leden van de afdeling administratie niet in voldoende getal zijn om te beraadslagen, wordt beroep gedaan op de leden der afdeling wetgeving te beginnen met de laatstbenoemde.

HOOFDSTUK V. — DE GRIFFIE.

Art. 94. De griffie is toegankelijk alle dagen van negen tot dertien uur.

Art. 95. Behoudens andersluidende beschikking, wordt elk bericht tot verschijning op de terechtzittingen gegeven tegen half-tien in de voormiddag.

Art. 96. De aanvragen voorzien bij de artikelen 7, 9 en 10 van de wet worden door de griffier slechts op de rol gebracht na vaststelling van de betaling der rechten er toe horende.

Art. 97. Bij elke indiening van stukken op de griffie, moet een inventaris worden gevoegd, te waarmerken voor « gezien » door de griffier of de bediende die hem in ontvangst neemt.

Art. 98. Zolang de zaken ressorterende onder de afdeling administratie er aanhangig zijn, mag aan de partijen afschrift worden geleverd van de stukken van het dossier, van de bevelschriften, van de arresten, evenals, volgens de gevallen, hetzij van de volledige tekst, hetzij van het beschikkend gedeelte van de adviezen voorzien bij artikel 7, § 1, van de wet.

Behoudens deze gevallen, wordt geen mededeling van stukken of geen aflevering van afschriften gedaan zonder toelating van de eerste-voorzitter of van het lid van de Raad van State die te dien einde van hem opdracht ontvangt.

Art. 99. De griffier treft de nodige schikkingen ten einde te beletten dat de werkzaamheden en de bescheiden waarvan in het belang van de Staat de geheimhouding dient verzekerd, op de griffie ruchtbaar zouden gemaakt worden.

Art. 100. De rekeningen van kleine onkosten van de Raad van State worden op de griffie gehouden.

Aldus vastgesteld door de algemene vergadering van de Raad van State in hare zittingen van 22 October 1948 en van 13 Januari 1949.

De griffier
de Raad van State,
(Get.) K. MEES.

De voorzitter
van de Raad van State.
(Get.) J. SUESENS.

Mij bekend en goedgekeurd om te worden gevoegd bij Ons besluit van 15 April 1949.

Vanwege de Regent :
De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. VERMEYLEN.

RECONNAISSANCE NATIONALE. — DÉCORATION CIVIQUE 1940-1945.

Par arrêté du Régent, en date du 8 novembre 1948, la décoration civique 1940-1945 est accordée aux membres de la « Protection aérienne passive » (P. A. P.) désignés ci-après, qui, à l'occasion des événements de guerre, se sont particulièrement distingués par leur courage et leur dévouement à la Partie :

Croix civique de 1^{re} classe 1940-1945.

MM. Collinet, Henri-A., à Liège; Petit, Jean-J., à Liège.

Croix civique de 2^e classe 1940-1945.

M. Bertrand, Edgard-P.-A.-T., à Flémalle-Haute.

NATIONALE ERKENDELIJKEID. — BURGERLIJK ERETEKEN 1940-1945.

Bij besluit van de Regent van 8 November 1948, is het burgerlijk ereteken 1940-1945 toegekend aan de hiernavermelde leden van de « Passieve Luchtbescherming » (P. L. B.), die naar aanleiding der oorlogsgebeurtenissen bijzonder blijk hebben gegeven van hun moed en hun verknoctheid aan het Vaderland :

Burgerlijk Kruis 1^e klasse 1940-1945.

De heren Collinet, Henri-A., te Luik; Petit, Jean-J., te Luik.

Burgerlijk Kruis 2^e klasse 1940-1945.

De heer Bertand, Edgard-P.-A.-T., te Flémalle-Haute.